

Bujumbura est confrontée à un manque criant de devises

Jeune Afrique, 26 juillet 2016 – Après une année de crise politique, le Burundi dans une impasse économique. Depuis la prise des sanctions de l'Union européenne contre le Burundi, Bujumbura est confrontée à un manque criant de devises. Une situation qui commence à se faire ressentir sur le marché des biens et services. Les commerçants, les vendeurs de rue, les taximen – Tous ont revu les prix de leurs marchandises et de leurs services.

Mathias, vendeur de produits cosmétiques, risque de mettre la clé sous la porte : « Je suis obligé de vendre 15 000 Francs burundais le produit que je vendais à 10 000 Fbu. Les clients résistent et préfèrent ne pas acheter ». La raison ? Une seule explication : les devises ! « Leur valeur augmente un peu plus chaque jour. Les produits importés deviennent inabordable », explique le commerçant, frustré. Si dans les banques commerciales les prix du dollar et de l'euro n'ont pas encore atteint la barre des 2 000 Francs burundais, dans les bureaux de change et sur le marché noir, la réalité est tout autre : un dollar vient d'atteindre 2 750 Fbu tandis que l'euro s'échange contre 2 900 Fbu. Une première dans l'histoire du pays. Le gendarme de la Banque centrale Pour riposter, la Banque centrale vient de taper du poing sur la table, le 21 juillet, exigeant que tous les bureaux de change se conforment au taux officiel. Des cambistes se sont fait embarquer par la police « pour n'avoir pas pratiqué le taux officiel » : 1 660 Francs burundais pour le dollar et 1 860 Fbu pour l'euro. Ces incidents surviennent seulement deux mois après une autre mesure qui oblige les ONG à fermer leurs comptes en devises dans les banques commerciales afin d'en ouvrir un à la banque centrale. Cette mesure vise à superviser le marché pour canaliser le peu de devises qui entrent au Burundi. Grogne dans le secteur bancaire Certains de ces organisations auraient choisi les banques des pays voisins comme destination de leurs devises en y ouvrant de nouveaux comptes. « En plus d'un service lent, la banque centrale échange nos devises à un prix qui ne reflète pas la réalité du marché », lâche avec colère un fonctionnaire d'une ONG. Dans le secteur bancaire, c'est la grogne : « La banque centrale a tout accaparé. Nous n'avons plus de devises », commente un banquier sous anonymat.

Une situation économique qui se complique au jour le jour quelques mois après la suspension de l'aide de l'Union Européenne, principale source des devises au Burundi. Armel Gilbert Bukeyenzeza